

Telle fut la façon dont j'ai été formé par le scoutisme et telle fut l'évolution à laquelle j'ai pris part. Certains ont contesté cette évolution et ont même crié à la trahison. Je pense, avec le bon sens traditionnel, que la vie est dans le mouvement (*vita in motu*) et que la fidélité même impose le changement. Ce que nous diront les responsables actuels des Scouts et des Guides de France sera certainement très différent de ce dont j'ai essayé d'être ici le témoin. Tant mieux ! Sans quoi le scoutisme de Baden-Powell et du P. Sevin serait aujourd'hui mort de sclérose.

Entre le jeune que je fus il y a soixante-dix ans et ceux des années 1950-1965 quelle différence ! Entre les jeunes de 1968 et ceux d'aujourd'hui quelle évolution ! Entre l'Église du début de ce siècle et l'Église postconciliaire quelle merveilleuse adaptation aux changements du monde et de sa culture ! Le scoutisme restera vivant tant qu'il s'adaptera aux besoins des jeunes comme aux appels du monde et de l'Église.

Émile Visseaux

Né en 1927 à Wiseppe dans la Meuse.

Début de scoutisme en zone « interdite » et engagement dans la route des SdF à Nancy de 1945 à 1951.

Agrégé de géographie, il enseigne à Casablanca et à Montpellier de 1955 à 1959, villes dans lesquelles il prendra les responsabilités de commissaire de district.

En 1959, à la demande du Conseil national des SdF, il accepte de s'investir davantage dans le mouvement comme permanent détaché à l'équipe nationale. Commissaire général adjoint jusqu'en 1970, il succède à Michel Rigal comme commissaire général de 1970 à 1976.

Il contribue pendant cette période à clarifier l'identité du mouvement. Plusieurs éditions y concourent notamment la revue Laïcs-aumôniers en commun avec les GdF et la brochure Baden-Powell aujourd'hui dont il est le maître d'œuvre.

Il est nommé, de 1976 à 1990, inspecteur général de l'Éducation nationale pour assurer au ministère la responsabilité pédagogique des élèves en difficulté scolaire.

Engagé en foyer dans une communauté du Renouveau, il a eu, à sa retraite, la responsabilité du centre de formation du Chemin neuf dans la région lyonnaise.

Une entrée tardive en scoutisme.

Je suis un « tard venu » au scoutisme par carence de l'institution scoute dans les campagnes frontalières où j'ai vécu mon enfance, au cours de la décennie des années 30, puis mon adolescence, pensionnaire dès l'âge de dix ans, à l'étranger en Belgique, jusqu'à la déclaration de guerre en 1939.

Mais j'avais en mon cœur un baptême de désir très vif de pouvoir « entrer en scoutisme » et participer aux activités de ceux de mes camarades plus chanceux, qui dans les villes voisines les pratiquaient.

Me retournant sur mon passé, je puis aujourd'hui reconnaître — mais je le sentais alors intuitivement — une « connaturalité » profonde et comme des pierres d'attente entre le scoutisme et l'éducation reçue dans ma famille. Notamment : cette vie fraternelle riche (et mouvementée) autour de mes parents qui avaient choisi de vivre dans une propriété rurale isolée. Ils y élevèrent leurs huit enfants dans un climat de liberté et d'exigences communautaires qui a laissé en nous une trace indélébile. Une vie proche de cette nature que nous aimions et connaissions dans ses multiples manifestations. Une vie relationnelle extérieure intense ; ouverte sur le monde, du fait des responsabilités civiques de mon père. Une grande exigence de droiture, le sens du service désintéressé et le témoignage de foi de mon père dont jamais il ne se départit dans les circonstances les plus dramatiques d'une histoire bousculée par deux guerres et deux invasions.

Cette « connaturalité » préparait à entendre l'appel que je ressentais au fond de moi.

L'été 1944 fut pour moi décisif et me permit de passer d'un baptême de désir au baptême d'eau.

J'étais en juin, quelques jours avant le débarquement de Normandie, revenu clandestinement de zone occupée, où je continuais ma scolarité, en zone interdite (celle qui

devait être annexée au Grand Reich, en cas de victoire nazie, où les entrées étaient précisément interdites). Mon père avait accepté d'héberger dans la propriété une troupe « Éclaireur » — clandestine comme tout le scoutisme en zone Nord — pour lui permettre de vivre en sécurité ses activités d'été. J'y fus intégré à ma grande joie.

J'y pris des responsabilités de mon âge ; durant l'été la maîtrise s'engagea dans des actions de résistance à l'occupant et c'est ainsi que je devins, notamment, diffuseur des premiers cahiers du *Témoignage chrétien* : « France, prends garde de perdre ton âme ». Pour la première fois apparaissait à nos yeux la différence de nature entre l'idéologie nazie et une simple occupation étrangère. Différence capitale pour nous, jeunes frontaliers, engagés dans une lutte sans merci, s'enracinant dans des souvenirs ancestraux d'atrocités et de haine entre nos deux peuples. Distinction qui me permit, à partir de 1947, de m'engager résolument et de devenir militant du rapprochement franco-allemand, hors — puis dans le cadre — du scoutisme.

Ce premier épisode décisif fut rapidement interrompu par l'arrestation de toute cette maîtrise, à la suite d'une imprudence ; arrestation à laquelle j'échappai comme par miracle, ayant contracté une poliomyélite qui me mit à l'écart de la vie « normale » pour rééducation, durant deux années.

Un engagement au niveau national (1959-1976).

Je passerai rapidement sur les années qui suivirent, de 1946 à 1959.

Durant six années, celles des études supérieures, un engagement au sein de la Route des Scouts de France. Tout le vigoureux héritage éducatif et spirituel du Père Donœur, repris et actualisé par Michel Rigal et Pierre Roux, qui au lendemain de la guerre surent donner aux

routiers de cette génération la joie et la fierté de croire, en même temps que la volonté de s'engager dans la reconstruction de la cité.

Puis six années d'interruption de toute activité scout. Celles de l'enracinement professionnel : agrégation, puis travail d'élaboration d'une thèse au Maroc.

Je voudrais insister davantage sur les responsabilités prises au sein, puis à la tête de l'équipe nationale des Scouts de France.

Ma venue, en tant qu'*animateur permanent au Quartier général des Scouts de France* — comme l'on disait alors — ne se fit pas sans hésitation. Il s'agissait pour moi, de fait (j'en avais pleine conscience), d'interrompre ma carrière universitaire. Choix délicat et difficile. Hésitations durant dix-huit mois !

La décision fut prise en couple, au regard je crois de tout ce que représentait pour nous le champ ouvert du monde où nous vivions : la promesse d'une jeunesse nouvelle et nombreuse, la joie du service, telle que je l'avais vu vivre dans ma famille et que reprenait la Route dans une proposition cohérente sous forme d'un appel. Vivre un engagement à la rencontre d'une double dynamique civique et apostolique.

J'acceptai donc. Ce fut une période de dix ans d'une exceptionnelle richesse. Dans le mouvement : une extraordinaire croissance de l'ordre de 50 %, la campagne de recrutement de cinq mille « cadres verts » — jeunes adultes n'ayant pour beaucoup, jamais fait de scoutisme —, la réforme des structures d'animation pour assumer la croissance, etc. Dans l'Église catholique : le lancement du concile Vatican II par Jean XXIII et la perspective d'un *aggiornamento* plein d'espérance. Dans la société : la reconstruction, puis le boom économique des Trente Glorieuses. Tout un climat porteur.

Mais la croissance allait générer une crise de croissance aux rendez-vous d'initiatives, nées de la conjoncture

évolutive. L'*aggiornamento* de l'Église induisait dans les esprits une volonté d'*aggiornamento* de la pédagogie par une réflexion sur la pratique du scoutisme vécu et un retour aux sources. Le pas fut vite franchi et ce fut le rajeunissement de la proposition pédagogique, la création d'une branche nouvelle (douze-quatorze ans), puis les Jeunes en marche avec les Guides de France pour les aînés des deux mouvements. D'autre part, l'évolution rapide de la société allait aboutir à « l'éclatement » de mai 68 : révolte d'une jeunesse oublieuse du passé, entraînant une rupture du contrat social ; vaste psychodrame national, mais aussi secousse tellurique amenant à un réajustement brutal des structures aux mentalités nouvelles — celles-ci générant à leur tour des réactions. La crise de croissance prenait désormais figure pour les Scouts de France d'une crise d'identité sur fond de crise d'autorité.

La responsabilité de commissaire général (1970-1976).

Mai 68, au sens strict, fut vécu de manière plutôt positive par les responsables sur le terrain, dans un premier temps. Mais les effets de la secousse avaient ébranlé l'édifice et, dans les deux années qui suivirent le mouvement se divisa en profondeur. Il y avait ceux qui voulaient que la réforme engagée sur le plan pédagogique, dès 1964, aille plus loin pédagogiquement et s'attaque aux structures de l'institution, jugées non participatives. Il y avait ceux qui, soucieux de tenir compte de l'évolution de la société et des mentalités, estimaient nécessaire de maintenir une institution, certes rajeunie et souple, mais solide, afin de ne pas « jeter le bébé avec l'eau du bain¹ ». Le conflit arriva à son paroxysme lors de ma nomination en tant que commissaire général, en septembre 1970. En mai déjà,

1. Je ne parlerai pas, ici, de ceux qui avaient résolument quitté les Scouts de France pour rejoindre l'association des Scouts et Guides d'Europe, puis à partir de 1971 celle des Scouts unitaires de France.

trois permanents avaient démissionné de l'équipe nationale, en désaccord avec l'ensemble de l'équipe et la politique menée. Trois autres suivirent, à l'annonce de ma nomination ; ils convoquèrent une conférence de presse pour dénoncer ce qui, à leurs yeux, était « une récupération par l'appareil ». Ce qui me valut les honneurs de la presse et d'intervenir sur le plateau d'émissions à des heures de grande écoute, où j'étais interpellé (*Le Nouvel Observateur* m'avait présenté comme « un technocrate », « incarnant l'ordre et l'appareil » ; un journal d'extrême droite, heureusement pour moi ! comme un « cryptocommuniste » notoire). J'étais sommé de me justifier !

Le Conseil national qui me confia la charge de diriger le mouvement et de le ramener à l'unité m'avait entendu. Je lui avais dit ce qui m'apparaissait comme impératif pour rétablir la confiance, que je puis sommairement résumer, un peu caricaturalement, en quatre principes.

a) Le mouvement scout n'est pas un mouvement de jeunesse, mais un mouvement d'éducation de jeunes — enfants et adolescents — à qui s'adresse une proposition pédagogique dont nous ne sommes pas propriétaires, dont nous avons hérité et que nous avons à transmettre aux générations successives².

b) Cette proposition s'enracine dans l'intuition originelle de Baden-Powell dont rendent compte ses écrits et ses fondations. Cette intuition demeure le fondement auquel il est nécessaire de se référer, non comme à un document figé et définitif, mais comme à une source permettant un renouvellement d'expression à chaque génération.

2. Ce qui, pour les aînés et les jeunes chefs, n'exclut naturellement pas la nécessité d'une structure d'accueil dans le mouvement, lieu de réflexion qui les engage personnellement à prendre parti pour la construction d'une cité plus juste. Mais ils ne doivent pas pour autant y engager les jeunes dont ils ont, pour certains, la responsabilité, au titre d'un engagement éducatif, comme d'autres peuvent avoir des engagements sociaux, politiques, etc.

c) Il importe donc de tenir compte de l'évolution de la société et des mentalités pour traduire cette intuition originelle en des formules pédagogiques, qui ne rejettent aucun des principes de base et ne remettent pas en cause l'existence du mouvement, mais les adaptent avec intelligence et fidélité à ce que sentent et vivent les jeunes aujourd'hui.

d) Cette recherche et cette adaptation, fondement d'une identité retrouvée et redéfinie, doit se faire en étroite collaboration et dans la confiance la plus totale avec le mouvement-sœur des Guides de France.

J'en appelai alors au mouvement tout entier en lui donnant tous les documents nécessaires à une réflexion communautaire de fond, à la base, lui précisant l'enjeu : redéfinir les règles du jeu sur des fondements solides. Mettre, en exergue et en préambule des nouveaux statuts à adopter (et comme à l'abri de vicissitudes passagères), ce qui doit constituer le cœur de toute proposition scout, fondement et référence de toute adaptation. Mais faire cette adaptation pour l'aujourd'hui.

L'assemblée générale d'avril 1971, au terme de six mois d'effervescences multiformes, fut le lieu d'un débat d'une grande tenue où fut adopté à une majorité des deux tiers au moins, voire à la quasi-unanimité pour le préambule, ce qui demeure de nos jours encore l'essentiel de la proposition scout pour les Scouts de France.

Deux ans plus tard, en juillet 1973, un grand rassemblement des chefs et cheftaines des deux mouvements Scout et Guide, à la Trivalle, au rebord du Larzac, fut le couronnement de cette traversée du désert, une approbation par la participation massive de dix mille responsables, venus dire leurs attentes et leur confiance dans les mouvements, le signe d'une unité retrouvée.

Aussitôt, et après l'assemblée générale qui entérinait les orientations issues du rassemblement, je préparai, en accord avec le Conseil national, mon départ. J'estimais mon rôle et la mission qui m'avait été confiée accomplis et je ne me sentais pas le don de conduire le mouvement

dans cette étape nouvelle. Il m'apparaissait nécessaire que de plus jeunes puissent prendre le relais. Je quittai la responsabilité de commissaire général fin 1976, à l'orée de mes cinquante ans...

L'action conduite au ministère de l'Éducation nationale en tant qu'inspecteur général (1976-1990).

Ce fut une surprise de taille que d'être appelé par le ministre de l'Éducation, au moment où je m'apprêtais à quitter la direction des Scouts de France, pour m'entendre proposer la responsabilité pédagogique des élèves en difficulté scolaire dans le système éducatif, au niveau du ministère.

Problème majeur et massif qui voit chaque année 12 à 15 % des jeunes de notre pays « se marginaliser » scolairement et entrer dans la vie avec un handicap socio-culturel et professionnel irréversible — qui en font les premières victimes du non-emploi ou du « mal emploi ». Je ne connaissais rien alors au problème, mais il s'agissait de jeunes et de pédagogie et l'insistance du ministre fut assez persuasive pour que cette fois je me décide en quarante-huit heures.

Là encore j'ai vécu quatorze années d'une grande richesse humaine. J'y ai fait la découverte de jeunes, avides d'être reconnus, le plus souvent d'un milieu culturel où les données familiales sont peu propices à une adaptation rapide à notre système d'enseignement. Celui-ci est hérité d'un modèle élitiste, monolithique dans sa conception et profondément inscrit dans les mentalités. Il exclut inexorablement les plus lents et tous ceux qui, à un moment ou à un autre, s'y trouvent « dépaysés ». J'y ai découvert l'admirable compétence et l'engagement de centaines d'enseignants qui se donnent à leur mission dans

des conditions souvent déplorables, toujours difficiles. Ce fut pour moi un choc et un appel, objet de motivation.

Je me mis au travail, sillonnant la France et visitant des centaines d'établissements, rencontrant jeunes et enseignants. Cela me permit de mettre en œuvre progressivement les éléments d'une politique de prise en charge pédagogique de ces élèves, à partir des expériences accumulées et souvent méconnues : lancement d'expérimentations dans huit cents établissements, formation de maîtres volontaires, élaboration de pédagogie de l'alternance (aujourd'hui à l'honneur au-delà du système scolaire), en vue de permettre à ceux des jeunes dont le mode premier d'acquisition du savoir n'est pas de partir de concepts, de mettre en valeur leurs dons.

Toute mon expérience antérieure, sans être directement liée à la formation scolaire, me servait implicitement de fil directeur :

- partir des élèves tels qu'ils sont, les écouter d'abord ;
- développer ce qui est positif en chaque enfant, ne jamais désespérer, ni « éteindre la mèche qui fume encore » ;
- savoir prendre le pas du plus lent ;
- inventer des cheminements pédagogiques différents, partant du concret, voire du geste professionnel ;
- ouvrir des perspectives et lancer des ponts avec le monde des adultes, celui des professions ;
- chercher toujours à motiver les jeunes à partir de leurs centres d'intérêt, etc.

Bref, situer l'enfant, l'adolescent, puis le jeune, dans un projet d'avenir qui le concerne et lui permette de se projeter et de devenir acteur conscient de son propre développement.

Je puis, aujourd'hui devant vous me poser la question : Quel fut *l'impact de cette action* qui impliquait un appui institutionnel ?

Il est possible d'y répondre à trois niveaux :

L'accueil de la part des enseignants engagés dans la formation de ces élèves fut remarquable et c'est avec eux et par eux que peuvent être menées les expérimentations et l'élaboration de pédagogies adaptées — en même temps que leur étaient rendus le goût d'agir et la joie d'accomplir leur mission d'éducateurs.

De la part de l'institution elle-même, une attitude où se mêlèrent curieusement et alternativement, étonnement, parfois admiration, le plus souvent méfiance qui aboutissait à considérer ce secteur comme un domaine réservé qu'il ne fallait pas estimer « normal ». Un jour un ministre en public, en réponse à une question, me dit très aimablement : « cher ami, vous êtes un inspecteur général atypique » et il ajoutait — était-ce pour me faire plaisir ? — « mais vous êtes ma conscience ». Peut-être sa mauvaise conscience...

Le niveau politique, il est vrai, hésita souvent à suivre les propositions que nous lui faisons, peut-être par peur des conséquences financières qu'eût entraînées une prise en charge effective de toute la population scolaire, peut-être par crainte de certaines réactions corporatistes ou de prises de position idéologiques.

Que reste-t-il en définitive ? Un sillon a été creusé. Le grain a été semé. De nombreux enseignants se sont engagés et demeurent aujourd'hui les meilleurs artisans et l'espoir d'un renouveau à venir qu'il faudra bien un jour engager.

En guise d'épilogue : un dernier engagement...

Trois mots peuvent résumer le cheminement et le choix que nous fîmes, mon épouse et moi, de nous engager dans une communauté du Renouveau.

Notre choix répondait à une attente très profonde, à l'orée de l'entrée dans le troisième âge, celle de réussir

cette dernière étape de notre vie ; de la réussir en commun, en couple ; celle de l'inscrire dans un lieu de vie communautaire. Nous souhaitions que nos aspirations et notre expérience puissent être impliquées dans un engagement susceptible de satisfaire, à la fois notre volonté de continuer à servir le monde des hommes nos frères, à la fois notre désir de vivre notre foi de chrétiens, au cœur même de cet engagement, comme un ferment, la réponse à un appel : servir Dieu en toutes choses.

L'appel se fit entendre lors d'une série de rencontres imprévues, non programmées à l'avance, au cours des années 80, qui nous firent découvrir divers visages du Renouveau charismatique. Malgré de ma part une prudence certaine et un brin de méfiance initiale, force nous fut d'y reconnaître un milieu vivant où des hommes et des femmes, de toute condition, de tout âge, mais majoritairement jeunes vivaient un véritable réveil de la foi de leur baptême. Au-delà de manifestations, parfois quelque peu exubérantes à cette époque, nous avions la surprise de découvrir chez ces hommes et ces femmes une ouverture à tous les problèmes de ce monde, dont ils se sentaient profondément solidaires, un souci de communiquer ce qu'ils considéraient comme le plus précieux, la Bonne Nouvelle d'un amour, dont à l'occasion ils ne craignaient pas de témoigner. Nous constatons que leur engagement était vécu non pas seulement comme une simple générosité, mais également comme le fruit d'une rencontre personnelle et d'un appel à servir le monde des hommes où ils vivaient, au nom de l'Amour reçu gratuitement, reconnu et nommé.

La rencontre se fit au cours d'une session pour couples — une session « Cana » — organisée par la communauté du Chemin neuf, communauté catholique à vocation œcuménique, née à Lyon au début des années 70 et qui s'est développée depuis en France et dans plusieurs pays du monde. Après deux ans d'approche, nous nous y engageâmes. Plus tard, au moment de prendre ma retraite, la

communauté nous fit l'honneur et la confiance de nous proposer la responsabilité du centre de formation qu'elle anime en France, dans la région lyonnaise. Nous étions préparés à l'accueillir comme une mission et comme un don.

Paul Bernard

Né en 1934 à Montpellier.

Scolarité dans cette ville au collège jésuite de Saint-François-Régis.

De 1944 à 1947 : louveteau SdF, de 1947 à 1954 : scout et CP à la 4^e Montpellier, Saint-Martin, et de 1954 à 1956 routier et encadrement des jeunes à la paroisse Notre-Dame-des-Tables (patrouilles libres).

De 1961 à 1977, carrière dans l'administration préfectorale dans les Pyrénées-Orientales, la région Centre, la Bretagne puis carrière préfectorale : préfet de l'Aveyron (1977-1981), de la Sarthe (1981-1983), de la Région Corse et préfet de la Corse-du-Sud (1983-1985), de la Région Champagne-Ardenne et préfet de la Marne (1985-1986), de la Région Centre et préfet du Loiret (1986-1991). Depuis 1991, préfet de la Région Rhône-Alpes, préfet du Rhône et président de l'Association du corps préfectoral.

Auteur de plusieurs publications :

La Notion d'ordre public en droit administratif (Paris, Librairie de Droit et de jurisprudence, 1962) ; Le Grand Tournant des communes de France (Paris, 1968) ; L'État et la Décentralisation (Paris, Documentation française, 1983) ; L'État républicain au service de la France (Paris, Documentation française, 1988) ; Le Préfet de